

TABLE ALPHABETIQUE DES MATIERES

■ Bail commercial

1° Dispositions d'ordre public – C. civ., art. 1762-3 et s. 879

2° Critère – Exercice d'une activité commerciale – Sous-location de l'immeuble à des fins d'habitation – Incidence de la qualité de personne physique du sous-locataire (non) – C. civ., art. 1762-3. 879

3° Résiliation – Délai de préavis – Délai de six mois minimum – Congé prématuré – Effet – Report à la prochaine échéance – Bail prorogé à durée indéterminée – Résiliation après six mois – C. civ., art. 1762-7. 879

■ Bail à loyer

1° Frais et honoraires d'avocat – Demande en répétition – Lien direct avec l'exécution du contrat de bail – Compétence – Juge de paix – NCPC, art. 3, 3°. - **avec les conclusions du Parquet général** . . 353

2° Résiliation – Motifs – Motifs graves et légitimes à établir par le bailleur – Travaux de réfection – Conditions – Travaux nécessaires et indispensables (non) – Travaux ayant une utilité réelle pour l'immeuble – Travaux de nature à empêcher le maintien du locataire dans les lieux – Loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation, art. 12 paragraphe 2. 532

3° Privation du locataire de la jouissance des lieux loués – Cas de figure relevant de l'article 1722 du Code civil – Théorie des risques – Condition – Privation de jouissance ayant son origine dans la chose louée – Application – Privation de jouissance résultant de l'interdiction, par le gouvernement dans le cadre de la pandémie du Covid-19, de l'activité commerciale exploitée par le locataire dans les lieux loués – Privation de jouissance n'ayant pas

son origine dans la chose louée – C. civ., art. 1722. 551

4° Obligations du bailleur – Obligation de garantir au locataire une jouissance paisible des lieux loués – Obligation dont la méconnaissance suppose une faute ou une négligence du bailleur – Application – Interdiction, par le gouvernement dans le cadre de la pandémie du Covid-19, de l'activité commerciale exploitée par le locataire dans les lieux loués – Absence de faute ou de négligence du bailleur – Absence de violation de l'obligation de jouissance paisible – Exception d'inexécution – Locataire non justifié à refuser le paiement du loyer – C. civ., art. 1134-2 et 1719. 562

5° Privation du locataire de la jouissance des lieux loués – Cas de figure relevant de l'article 1722 du Code civil – Théorie des risques – Condition – Privation de jouissance ayant son origine dans la chose louée – Application – Privation de jouissance résultant de l'interdiction, par le gouvernement dans le cadre de la pandémie du Covid-19, de l'activité commerciale exploitée par le locataire dans les lieux loués – Privation de jouissance n'ayant pas son origine dans la chose louée – C. civ., art. 1722. 562

6° Obligations du bailleur – Obligation de garantir le locataire contre les troubles de droit – Nature de ces troubles – Troubles résultant de prétentions de tiers à un droit réel sur la chose louée – Application – Troubles résultant de l'interdiction, par le gouvernement dans le cadre de la pandémie du Covid-19, de l'activité commerciale exploitée par le locataire dans les lieux loués – Troubles ne relevant pas de la garantie – C. civ., art. 1725. 562

■ Bornage

Définition – Droit de requérir un bornage – Limite – C. civ., art. 646. 869

■ **Cassation**

Pourvoi en cassation – Cas d’ouverture – Dénaturation – Contrats, conventions et obligations – Méconnaissance des termes non équivoques d’une convention – C. civ., art. 1134. - avec **Note de Monsieur John Petry** 149

■ **Compétence**

Juridictions judiciaires – Injonctions au pouvoir exécutif – Interférence dans le processus législatif – Suspension des mesures de lutte contre la pandémie Covid 19 – Incompétence – Const., art. 1er et 51, al. 1er; Loi du 17 juillet 2020, art. 1er. . . 875

■ **Concurrence déloyale**

1° Publicité trompeuse et comparative – Champ d’application *ratione personae* – Publicité devant s’adresser à des consommateurs (non) – Loi du 23 décembre 2016, art. 3 et 8..... 493

2° Publicité trompeuse – Domaine d’application – Dénomination sociale – Loi du 23 décembre 2016, art. 5..... 493

■ **Constitution**

1° Egalité devant la loi – Mise en œuvre – Condition – Comparabilité des catégories – Const., art. 10*bis*..... 109

2° Principe de l’égalité de traitement – Discrimination devant trouver son origine dans un texte de loi et non dans une appréciation de faits – Const., art. 10*bis*. 551

■ **Contrats, conventions et obligations**

1° Condition suspensive – Existence du contrat dès sa formation – Obligation de loyauté – Défaillance de la condition – Caducité – Différence avec la nullité – Absence d’effet rétroactif – Défaillance fautivement provoquée – Condition réputée accomplie – Sanctions subordonnées à une

décision de justice – C. civ., art. 1134 al. 3 et 1178. 59

2° Résolution – Principe – Décision de justice – Exceptions – Clause résolutoire – Résolution unilatérale – Contrôle judiciaire a posteriori – C. civ., art. 1184. 59

3° Terme – Prorogation – Condition – Accord antérieur à l’arrivée du terme – C. civ., art. 1185..... 59

4° Clause pénale compensatoire – Efficacité non affectée par la résolution du contrat – C. civ., art. 1226. 59

5° Devoir d’exécution de bonne foi – Portée – Devoir de solidarité et de loyauté entre parties – Appréciation – Application – Bail à loyer – Obligations du locataire – Paiement du loyer – Interdiction, par le gouvernement dans le cadre de la pandémie du Covid-19, de l’activité commerciale exploitée par le locataire dans les lieux loués – Bailleur exigeant le paiement complet du loyer, sans offrir une quelconque marge de négociation – Violation du devoir d’exécution de bonne foi – Conséquence – Réduction du loyer par le juge – C. civ., art. 1134 et 1728..... 551

6° Exception d’inexécution – Conditions – Inexécution par le cocontractant de ses obligations – Application – Bail à loyer – Interdiction temporaire de l’activité exercée par le locataire dans les lieux loués par suite de mesures prises par le gouvernement dans le cadre de la pandémie du Covid-19 – Défaut de jouissance ne résultant pas d’une inexécution par le bailleur de ses obligations – Exclusion de l’exception d’inexécution – C. civ., art. 1134-2 et 1719. 551

7° Devoir d’exécution de bonne foi – Portée – Devoir de solidarité et de loyauté entre parties – Appréciation – Appréciation d’ensemble des comportements respectifs des cocontractants – Application – Bail à loyer – Obligations du locataire – Paiement du loyer – Interdiction, par le gouvernement dans le cadre de la pandémie du Covid-19, de l’activité commerciale exploitée par le locataire dans les lieux loués – Bailleur exigeant le paiement complet du loyer, sans offrir une quelconque marge de négociation – Violation du devoir d’exécution de bonne foi – Conséquence – Réduction du loyer par le juge – C. civ., art. 1134 et 1728. 562

8° Force majeure – Notion – Application – Bail à loyer – Obligations du locataire – Paiement du loyer – Interdiction, par le gouvernement dans le cadre de la pandémie du Covid-19, de l'activité commerciale exploitée par le locataire dans les lieux loués – Perte de la capacité financière du locataire – Défaut de paiement du loyer – Absence de force majeure – C. civ., art. 1147 et 1728..... 562

9° Conditions générales – Opposabilité – Conditions – Acceptation – Forme – Renvoi aux conditions générales dans un contrat signé – Admissibilité – C. civ., art. 1135-1. 599

10° Contrat de louage de biens meubles – Liberté contractuelle – Limites – Ordre public – Essence du contrat – Règles générales applicables aux louages de biens immeubles – C. civ., art. 1709 et 1725. 607

11° Contrat de louage de biens meubles – Perte de la chose louée par cas fortuit – Perte totale ou partielle – Conséquences – C. civ., art. 1722. 607

12° Action oblique – Conditions – Existence d'une créance certaine, liquide et exigible du débiteur négligent à l'encontre de son propre débiteur – Portée – Impossibilité pour le créancier de se substituer au débiteur dans l'administration de ses biens – C. civ., art. 1166..... 629

13° Dol – Annulation – Indemnisation pécuniaire – Option pour la victime – Dommage – Perte d'une chance – C. civ., art. 1116 et 1382..... 790

■ Contributions directes

1° Demande de suspension d'exécution d'un commandement de payer – Contestation visant la régularité de la notification d'un bulletin d'imposition – Incompétence des juridictions de l'ordre judiciaire – Const., art. 95bis ; Loi du 7 novembre 1996, art. 8 ; NCPC, art. 932, al. 2. - **avec les conclusions du Parquet général** 441

2° Sursis à exécution accordé – Obstacle légal à toute mesure de recouvrement – Prescription de la dette fiscale (non) – Loi du 22 mai 1931, par. 251 ; Loi du 27 novembre

1933, art. 10. - **avec les conclusions du Parquet général** 777

■ Cour constitutionnelle

Renvoi préjudiciel – Dispense de renvoi – Dispense de renvoi d'une question préjudicielle de conformité de la loi à la Constitution dénuée de tout fondement – Pouvoir d'appréciation de la juridiction de renvoi – Question préjudicielle de conformité d'une loi au principe d'égalité de traitement prévu par l'article 10bis de la Constitution – Appréciation de la comparabilité des situations dont la discrimination est alléguée – Appréciation relevant de l'appréciation de la juridiction de renvoi – Loi modifiée du 27 juillet 1997, art. 6. - **avec les conclusions du Parquet général**. 157

■ Divorce

1° Transfert de résidence – Exercice de l'autorité parentale – Compétence du juge aux affaires familiales – Compétence du juge des référés (non) – NCPC, art. 932, 1007-1, point 7, 1007-5 et 1007-11. - **avec les conclusions du Parquet général** . . 243

2° Effets entre parties quant à leurs biens – Jour de la demande – Report – Date postérieure à la demande en divorce (non) – Date antérieure à la demande – Conditions – Cessation de la collaboration et de la cohabitation – C. civ., art. 266 al. 2 ancien. 315

3° Créance liée aux droits de pension – Abandon ou réduction de l'activité professionnelle au cours du mariage – Notion d'activité professionnelle – Périodes de bénéficiaire du régime d'assurance pension sans exercice d'une activité professionnelle – Assimilation (non) – C. civ., art. 252 – C. séc. soc., art. 171 et 174. - **avec les conclusions du Parquet général** 452

4° Rupture irrémédiable entre époux – Notion – C. civ., art. 232. 586

5° Mesures provisoires prises en cours de procédure de divorce – Mesures relatives à la personne, aux aliments et aux biens des conjoints – Notion – Mesure de médiation – Délai de réflexion – Exécution provisoire de droit – C. civ., art. 234 ; NCPC, art. 590, 591,

1007-4, 1007-29, 1007-45 et 1007-58.
 771

6° Mesures provisoires prises en cours de procédure de divorce – Mesures relatives à la personne, aux aliments et aux biens des enfants – Mesures portant sur l'exercice de l'autorité parentale – Notion – Droits et devoirs ayant pour finalité l'intérêt de l'enfant – Résidence habituelle et domicile – Droit de visite et d'hébergement – Droit de correspondance téléphonique – Contribution à l'entretien et à l'éducation de l'enfant – Exécution provisoire de droit – C. civ., art 372 et 374; NCPC, art. 590, 591, 1007-45 et 1007-58.. 771

7° Immeuble indivis – Usage privatif – Indemnité d'occupation – Prescription quinquennale – Point de départ – Jugement de divorce coulé en force de chose jugée – C. civ., art. 815-10 et 2253. 861

■ **Données à caractère personnel**

Internet – Droit à l'oubli – Notion – Mise en œuvre – Traitement des données à caractère personnel – Champ d'application – Personnes physiques – Principe général de droit (non) – Règlement (UE) 2016/679, art. 17. 291

■ **Droit commercial**

Vente – Preuve – Facture acceptée – Destinataire commerçant – Notion – Titulaire d'une concession de pharmacie – C. com., art. 1 et 109. 836

■ **Droit international privé**

1° Exequatur – Sentence arbitrale étrangère – Applicabilité de la Convention de New York pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères – Conséquence – Non-application de l'article 1251 du Nouveau Code de procédure civile – NCPC, art. 1251. 94

2° Exequatur – Sentence arbitrale étrangère – Motif de refus – Contrariété à l'ordre public de l'État requis – Preuve d'une atteinte à un principe fondamental –

Absence de refus d'exequatur ou de reconnaissance pour une erreur de fait ou de droit commise par le tribunal arbitral – Convention de New York de 1958 pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères, art. V. . . . 94

3° Conflits de juridictions – Compétences spéciales – Matière contractuelle – Jurisdiction du lieu d'exécution de l'obligation servant de base à la demande – Nécessité d'un engagement librement assumé entre parties – Règlement (UE) n° 1215/2012 du 12 décembre 2012, art. 4.1 et 7.1. 209

4° Conflits de juridictions – Compétences spéciales – Objectif – Interprétation stricte – Règlement (UE) n° 1215/2012 du 12 décembre 2012, art. 7. 209

5° Mineurs – Enlèvement international d'enfants – Retour de l'enfant – Faculté de l'autorité de l'Etat requis de refuser le retour – Condition – Existence d'un risque grave – Appréciation stricte – Convention de La Haye du 25 octobre 1980, art. 13, alinéa 1er, point b) ; Règl. CE n° 2201/2003 du 27 novembre 2003, art. 11, 4°. 265

6° Mineurs – Enlèvement international d'enfants – Retour de l'enfant – Faculté de l'autorité de l'Etat requis de refuser le retour de l'enfant lorsque l'enfant s'y oppose – Appréciation – Prise en compte de l'opinion de l'enfant – Conditions – Portée de l'opinion – Convention de La Haye du 25 octobre 1980, art. 13, alinéa 2. 265

■ **Droit pénal**

1° Droit pénal spécial – Grivèlerie de carburants – Abrogation – Dépénalisation (non) – Qualification en vol – C. pén., art. 461 et 491. 42

2° Droit pénal général – Délit collectif – Notion – Régime – Concours idéal – Application de la loi pénale dans le temps – C. pén., art. 65. 389

3° Droit pénal spécial – Délaissement d'enfant – Eléments constitutifs – Elément matériel – Délaissement momentané suffisant – Lieu solitaire – Elément moral – Dol général – C. pén., art. 358 et 359. 417

4° Droit pénal spécial – Traite des êtres humains – Eléments constitutifs – Exploitation par le travail – Conditions d'emploi

contraires à la dignité humaine – C. pén., art. 382-1. 425

5° Droit pénal spécial – Traite des êtres humains – Eléments constitutifs – Moyen par lequel le contrôle sur une personne est obtenu (non) – C. pén., art. 382-1. 425

6° Droit pénal spécial – Traite des êtres humains – Eléments constitutifs – Conditions d'emploi contraires à la dignité humaine – Appréciation *in concreto* par le juge – C. pén., art. 382-1. 425

7° Droit pénal général – Responsabilité pénale des personnes morales – Cession de parts sociales postérieurement à la commission de l'infraction – Incidence (non) — C. pén., art. 34. 509

8° Droit pénal spécial – Viol – Application – Fellation – C. pén., art. 375. 516

9° Droit pénal spécial – Destruction d'un édifice par l'effet d'une explosion – Conditions – C. pén., art. 520. 526

10° Droit pénal spécial – Homicide et lésions involontaires – Faute – Lien causal – Cause indirecte ou médiate – Prévisibilité par l'auteur des suites de sa faute – Loi modifiée du 14 février 1955, art. 9bis. . . 856

11° Droit pénal spécial – Circulation routière – Véhicules en service d'urgence – Soumission aux exigences de la sécurité de la circulation – Loi modifiée du 14 février 1955, art. 7; Arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955, art. 140. 856

■ Faillite

1° Curateur – Missions – Double casquette – Curateur venant aux droits de la masse ou aux droits du failli – Cession d'actions de la société en faillite – Qualité de tiers – C. com., art. 452. 71

2° Action née de la faillite – Action de droit commun – Notions – Distinction – Autorisation de vendre des actifs de la faillite – C. com., art. 465 et 477. 304

3° Actions nées de la faillite – Notion – Actions trouvant leur source dans la loi sur les faillites – Vente autorisée des actifs de la masse – Rattachement à une disposition de la loi sur les faillites – C. com., art. 477, al. 2

et 465. - avec les conclusions du Parquet général 796

■ Filiation

Filiation légitime – Désaveu de paternité – Délai d'action – Alignement des délais prévus en matière de filiation légitime sur ceux prévus en matière de filiation naturelle – C. civ., art. 316 et 339, al. 4. 205

■ Fonds et véhicules d'investissement

1° SICAR – Pouvoir de surveillance de la CSSF – Etendue – Retrait d'agrément – Liquidation – Loi du 15 juin 2004, art. 3, 11, 12, 13 et 19. 39

2° SICAR – Liquidation – Caractère dérogatoire des dispositions de la loi du 15 juin 2004 – Application des dispositions de la loi du 10 août 1915 relatives à la liquidation (non) – Loi du 15 juin 2004, art. 3 et 19; Loi du 10 août 1915, art. 1200-1. 39

3° SICAV – Compartiment – Convocation d'une assemblée générale d'actionnaires – Quorum de 10 % – Autonomie du compartiment – Loi du 10 août 1915, art. 450-8 – Loi du 13 février 2007, art. 26(1) et art. 71. 641

■ Hypothèques

1° Hypothèque conventionnelle – Caractère accessoire – Subordination à l'existence d'une créance garantie valable – Extinction de la créance garantie – Conséquence – Radiation de l'hypothèque – Application – Résolution de la convention – Anéantissement rétroactif de l'obligation garantie – C. civ., art. 2114, 2160 et 2180. 45

2° Hypothèque conventionnelle – Principe de la spécialité – Portée – Immeubles déterminés et créances spécifiées – Sanction – Nullité relative – C. civ., art. 2132. 45

■ **Indivision**

1° Partage – Fruits et revenus –
Interprétation large – Dividendes d'actions –
C. civ., art 815-10, 1°. 191

2° Indivision post-communautaire –
Remboursement du prêt hypothécaire relatif
à l'immeuble indivis – Impense nécessaire –
Indemnisation – Réévaluation – Prise en
compte de l'équité – Calcul selon la
méthode du profit subsistant – C. civ., art.
815-13, 1° et 1469. 315

3° Indivision post-communautaire –
Paiement de primes d'assurance –
Assurance de biens – Impense nécessaire –
Indemnisation – Jouissance privative du
bien par un indivisaire – Pertinence (non) –
Assurance responsabilité civile (non) – C.
civ., art 815-13, 1°. 315

4° Partage – Immeuble – Cession à titre
onéreux – Droit de préemption – Condition –
Cession des droits d'un indivisaire à un tiers
– Bénéficiaires – Coindivisaires du cession-
naire – Cession de l'entière du bien indivis
– Exclusion du droit de préemption – C. civ.,
art. 815-14. 332

5° Partage en nature – Exception –
Licitation – Conditions – Biens non
commodément partageables en nature –
Existence d'inconvénients excessifs –
Immeuble habité par un indivisaire –
Pertinence (non) – C. civ., art. 815, 826 et
827. 332

6° Immeuble indivis – Occupation par un
indivisaire – Indemnité – Conditions –
Jouissance exclusive – Charge de la preuve
incombant à l'indivisaire demandeur –
Preuve par tous moyens – Privation de
jouissance pouvant résulter du refus
d'accès et de remise de clés – C. civ., art.
815-9, 2°. 332

7° Partage – Refus d'un co-indivisaire de
consentir à un acte – Autorisation judiciaire
– Condition – Preuve préalable de la mise
en péril de l'intérêt de tous – Acte d'une
nécessité contraignante – Vente de gré à
gré – Atteinte à l'intérêt commun (non) – C.
civ., art. 815-5. 362

8° Partage – Indemnité d'occupation –
Condition – Impossibilité de droit ou de fait
pour l'autre indivisaire d'user de la chose
(non) – Occupation par un co-indivisaire et

l'enfant commun (non) – C. civ., art. 815-9.
. 362

9° Partage – Occupation privative et
personnelle – Charges de copropriété –
Répartition – C. civ., art. 815-13. 362

10° Partage – Impenses nécessaires –
Notion – Régime – Répartitions – C. civ., art.
815-13. 362

11° Partage – Indemnité d'occupation –
Conditions – Jouissance exclusive – Notion
– Exemples – C. civ., art. 815-9. 366

12° . Nullité des actes portant atteinte aux
droits égaux et concurrents sur les biens
indivis – C. civ., art. 815-3. 629

13° Droit de préemption – Nullité de la
vente passée au mépris du droit de
préemption – C. civ., art. 815-14. 629

14° Immeuble indivis – Indemnité
d'occupation – Conditions – Jouissance
exclusive – Créancier – Indivision – C. civ.,
art. 815-9. 861

■ **Juge aux affaires familiales**

1° Pouvoirs – Résidence en alternance
des enfants – Fixation provisoire – Fixation
définitive subséquente – C. civ., art. 378-1.
. 198

2° Résidence en alternance des enfants –
Décision provisoire à titre d'essai – Appel –
Irrecevabilité – C. civ., art. 378-1; NCPC,
art. 579 et 580. 198

3° Droit de visite des grands-parents –
Mesure portant sur l'exercice de l'autorité
parentale – Exécution provisoire de plein
droit – C. civ., art. 372, 374 et 378; NCPC,
art. 1007-58. 202

4° Domicile – Mineur – Parents séparés –
Fixation du domicile de l'enfant – Accord
des parents – Décision du juge aux affaires
familiales – Résidence en alternance –
Unicité du domicile – Critères d'appréciation
– Intérêt de l'enfant – Stabilité administrative
– Désirs et contrariétés des parents –
Pertinence (non) – C. civ., art. 108 et 378-1.
. 296

■ Lois et règlements

1° Abrogation implicite – Loi nouvelle inconciliable ou contradictoire avec la loi ancienne – Prééminence de la loi nouvelle – C. civ., art. 2. 592

2° Principes d'interprétation – Interprétation littérale – Conditions – C. civ., art. 4. 753

■ Mariage

Devoir de fidélité entre époux – Adultère – Faute – Responsabilité civile – Préjudice – Croyance erronée dans la paternité de l'enfant – C. civ., art. 212. 360

■ Médias

1° Journaliste – Liberté d'expression – Devoirs découlant de la liberté d'expression – Devoir d'exactitude et de véricité – Obligation de moyen – Critère – Attitude qu'aurait eu un journaliste, placé dans les mêmes conditions, normalement prudent et avisé – C. civ., art. 1382 et 1383; Loi modifiée du 8 juin 2004, art. 10. 253

2° Journaliste – Liberté d'expression – Droits inhérents à la liberté d'expression – Droit de communiquer des informations au public – Publication du nom d'une personne majeure poursuivie pour crime ou délit grave – Publication licite – Absence de faute – C. civ., art. 1382 et 1383; Loi modifiée du 8 juin 2004, art. 6. 253

3° Journaliste – Liberté d'expression – Devoirs découlant de la liberté d'expression – Respect de la présomption d'innocence – Publication sans consentement de l'image d'un détenu identifiable, non définitivement condamné – Violation de la présomption d'innocence – Faute – Faute ne pouvant plus être invoquée par la victime après la condamnation définitive – Loi modifiée du 8 juin 2004, art. 12. 253

4° Journaliste – Liberté d'expression – Devoirs découlant de la liberté d'expression – Respect de la présomption d'innocence – Présentation publique d'une personne pénalement poursuivie comme coupable de l'infraction – Violation de la présomption d'innocence – Faute – Publication des

présomptions à charge – Expression de doutes au sujet de l'innocence de la personne poursuivie – Absence de violation de la présomption d'innocence – Absence de faute – Loi modifiée du 8 juin 2004, art. 12. 253

■ Notaire

1° Responsabilité civile – Double fonction – Dualité de responsabilités – C. civ., art. 1382 et 1147. 78

2° Responsabilité civile délictuelle – Obligations professionnelles participant de la fonction d'officier public – Obligation de conseil – Prolongements de l'acte instrumenté – Transfert du prix de vente – C. civ., art. 1382. 78

3° Responsabilité civile délictuelle – Faute – Manquement à l'obligation de conseil – Appréciation in abstracto – Charge de la preuve – Vente – Obligation de s'assurer du paiement du prix – C. civ., art. 1382. 78

■ Prescription civile et commerciale

1° Jugement de condamnation – Intervention de prescriptions – Condition – Existence d'un titre incontestable – Créance en capital et intérêts – Intersession applicable aux intérêts échus au jour de la décision – Intérêts à échoir – Prescription originale – C. civ., art. 2262 et 2277. 218

2° Interruption – Acte signifié comprenant une prétention incompatible avec la prescription commencée – Dépôt d'une requête en saisie-arrêt spéciale – Interruption (non) – Convocation à l'audience des plaidoiries sur la validité de la saisie – Interruption – C. civ., art. 2244. 218

3° Prescription extinctive – Nature juridique – Fin de non-recevoir – Effet – Extinction du droit du créancier (non) – Extinction de l'action en justice – Paiement d'une créance prescrite – Caractère répétable (non) – Exception – Paiement effectué sous la pression du créancier – C. civ., art. 2219. 540

4° Interruption – Demande en justice – Déclaration de créance – Equivalence – C.

civ., art. 2244. - **avec les conclusions du Parquet général** 744

■ **Preuve (matière civile et commerciale)**

Serment décisoire - Notion - Régime - Recevabilité - Conditions - Faits personnels - Formulation précise - Faits pertinents et concluants - Version des faits de celui à qui le serment est déferé - C. civ., art. 1358, 1359 et 1363. 851

■ **Procédure civile et commerciale**

1° Demande de surséance à statuer - Pouvoir discrétionnaire du juge - NCPC, art. 52. 45

2° Tierce opposition - Qualité pour agir - Associé tenu indéfiniment et solidairement des dettes d'une société - NCPC, art. 612 ; CEDH, art. 6 (1). - **avec les conclusions du Parquet général** 174

3° Appel - Jugement mixte - Appel dirigé contre la seule partie du jugement ayant réservé le bien-fondé de la demande - Irrecevabilité - NCPC, art. 579 et 580. . . 198

4° Signification d'actes à l'étranger - Cumul des moyens de signification - Absence de hiérarchie - Délai de procédure - Point de départ - Date de la première signification valablement effectuée - Règlement (CE) n° 1393/2007 du 13 novembre 2007, art. 9.1 et 14. 209

5° Personne à intimer - Adversaire en première instance - Exception - Litige indivisible - Notion - Obligation d'intimer toutes les parties ayant figuré en première instance - NCPC, art. 571. 271

6° Jugement mixte - Notion de principal - Pluralité de parties - Jugement dit multiple - Dispositions séparées - Objet de l'appel - Partie du jugement ayant tranché le fond - Recevabilité - NCPC, art 579, al. 1. 271

7° Estoppel - Fin de non-recevoir - Conditions - Positions incompatibles d'un plaideur - Induction en erreur de l'adversaire - Domaine d'application - Limites - Liberté de la défense - Substance des droits des

plaideurs - Nouveau moyen de défense en appel - NCPC, art. 264 et 592. 304

8° Exploit d'huissier - Signification - Société commerciale étrangère - Succursale - Notion - Assignation - Exigences - NCPC, art. 41 et 155. 385

9° Appel - Jugement mixte - Recevabilité - Exception de *cautio judicatum solvi* - Rejet - Jugement définitif sur l'incident - NCPC, art. 579. 397

10° *Cautio judicatum solvi* - Défendeur ressortissant des Etats-Unis d'Amérique - Exemption - NCPC, art. 257 - Traité d'amitié du 23 février 1962 d'établissement et de navigation conclu entre les Etats-Unis d'Amérique et le Luxembourg, art. III. . . 397

11° Expertise judiciaire - Nullité - Inopposabilité - Distinction - Domaines d'application - Droits de la défense - Principe du contradictoire - Prérapport - NCPC, art. 65. 405

12° Expertise unilatérale - Inopposabilité - Limites - Élément de preuve - Valeur probatoire - Conditions - NCPC, art. 64. 405

13° Règle «le criminel tient le civil en état» - But - Conditions - Lien étroit - Notion - C. proc. pén., art. 3, al. 2. . . . 483

14° Capacité pour agir en justice - Administration de l'Enregistrement, des Domaines et de la TVA - Personnalité juridique (non) - Action en justice devant être intentée pour ou contre l'Etat - Exception - Loi ayant donné délégation d'agir en justice - NCPC, art. 163. 540

15° Mesures d'instruction - Enquête - Capacité de témoigner - Partie en cause - Société anonyme - Organe de représentation - Conseil d'administration - Capacité de témoigner d'un administrateur - Incapacité de témoigner de l'administrateur-délégué - NCPC, art. 399 et 405. 592

16° Estoppel - Fin de non-recevoir - Conditions - Positions incompatibles d'un plaideur - Induction en erreur de l'adversaire - Domaine d'application - Limites - Liberté de la défense - Substance même des droits réclamés - NCPC, art. 264. 607

17° Fin de non-recevoir - Irrecevabilité des demandes nouvelles en appel -

Admissibilité des moyens de défense en appel – NCPC, art. 592. 629

18° Acquiescement – Exécution d’une décision – Condition – Manifestation sans équivoque de la volonté d’acquiescer – Exécution d’une décision frappée d’un pourvoi – Paiement par la caution – Acquiescement – Condition – NCPC, art. 571. - **avec les conclusions du Parquet général** 744

19° Appel – Jugement ayant accueilli l’exception de défaut de qualité – Infirmité – Effet dévolutif de l’appel – Obligation de statuer sur le fond – NCPC, art. 571. 753

20° Appel – Jugement avant dire droit – Jurisdiction d’appel – Pouvoir d’ouvrir le droit d’appel au-delà des prévisions légales (non) – Possibilité de vérification préalable si le jugement remplit les critères pour pouvoir faire l’objet d’un appel immédiat – NCPC, art. 579 et 580-1. 767

21° Délai pour agir – Relevé de déchéance – Condition – Impossibilité d’agir – Force majeure – Empêchement objectif – Loi du 22 décembre 1986, art. 1. 811

22° Délai pour agir – Relevé de déchéance – Condition – Force majeure – Irrésistibilité – Appréciation in abstracto – COVID 19 – État de crise (non) – Suspension du délai d’appel (non) – Loi du 22 décembre 1986, art. 1. 811

23° Autorité de la chose jugée – Ordonnance de référé (non) – Saisie-arêt – Validation – Obligation pour le juge compétent d’examiner le bien-fondé de la créance et de condamner le débiteur – NCPC., art. 938, al. 1er. 836

■ **Procédure pénale**

1° Jugement de débouté d’opposition – Appel – Etendue – Appel s’étendant au jugement par défaut antérieur – C. proc. pén., art. 188, al. 3. 42

2° Procès équitable – Impartialité du juge – Droit fondamental – Loi du 7 mars 1980, art. 112; Conv. eur. des droits de l’Homme, art. 6. 86

3° Procès équitable – Impartialité du juge – Interruption du prévenu par le président du tribunal – Raison – Limitation des débats

aux infractions reprochées – Violation (non) – Loi du 7 mars 1980, art. 112; Conv. eur. des droits de l’Homme, art. 6. 86

4° Procès équitable – Impartialité du juge – Termes déplacés utilisés par les juges pour décrire l’attitude du prévenu à l’audience – Violation (non) – Loi du 7 mars 1980, art. 112, Conv. eur. des droits de l’Homme, art. 6. 86

5° Appel – Jugement avant dire droit – Recevabilité – Application des règles de la procédure civile – NCPC, art. 579 et 580. 102

6° Appel – Jugement avant dire droit – Jugement qui tranche le principal – Définition – Jugement statuant sur la culpabilité du prévenu et sur les sanctions – NCPC, art. 579 et 580. 102

7° Appel – Jugement avant dire droit – Rejet d’un moyen de nullité relatif à une enquête policière – Recevabilité (non) – NCPC, art. 579 et 580. 102

8° Droits de l’homme – Fonctionnaire – Action civile devant les juridictions pénales contre un fonctionnaire pour des dommages allégués causés dans l’exercice de ses fonctions – Action civile ne pouvant être engagée que si la juridiction pénale est déjà saisie de l’action publique – Restriction justifiée dans l’intérêt d’une bonne administration de la justice – Restriction ne portant pas une atteinte injustifiée au droit d’accès de la victime à un tribunal – Loi modifiée du 16 avril 1979, art. 35 – CEDH, art. 6. - **avec les conclusions du Parquet général** . . 157

9° Police judiciaire – Exercice des missions de police judiciaire – Conditions de régularité – Respect des heures de service des agents et officiers de police judiciaire – Régularité de l’exercice des missions de police judiciaire non subordonnée à la condition du respect des heures de service – C. pr. pén., art. 9-2; Loi modifiée du 18 juillet 2018, art. 17; Loi modifiée du 14 février 1955, art. 6. - **avec le mémoire en cassation du Parquet général** 227

10° Opposition – Délai – Délai extraordinaire d’opposition jusqu’à l’expiration des délais de la prescription de la peine – Domaine – Condamnations aux peines – Exclusion des condamnations au civil et des restitutions au civil – C. pr. pén., art. 187. -

avec les conclusions du Parquet général
 234

11° Droits de l'homme – Droit d'accès au juge – Opposition – Délai extraordinaire d'opposition jusqu'à l'expiration des délais de la prescription de la peine – Restriction aux condamnations aux peines, à l'exclusion des condamnations au civil et des restitutions – Absence de violation du droit d'accès au juge et du droit à un procès équitable – CEDH, art. 6. - **avec les conclusions du Parquet général** 234

12° Droit de l'Union européenne – Directive (UE) 2016/343 portant renforcement de certains aspects de la présomption d'innocence et du droit d'assister à son procès dans le cadre des procédures pénales – Domaine – Inapplicabilité aux procédures civiles – Inapplicabilité à la procédure d'opposition du défendeur au civil contre la condamnation au civil – Directive (UE) 2016/343, art. 9 ; C. pr. pén., art. 187. - **avec les conclusions du Parquet général** 234

13° Instruction préparatoire – Partie civile – Droits – Intervention dans la procédure d'instruction – Actes d'investigation utiles à la manifestation de la vérité – Inculpation d'un suspect (non) – C. pr. pén., art. 53, 63, 69, 82 et 88. 372

14° Instruction préparatoire – Partie civile – Droits – Demande d'actes d'investigation – Actes utiles à la manifestation de la vérité – Inculpation d'un suspect (non) – C. pr. pén., art. 53, 63, 69, 82 et 88. 374

15° Enquête de flagrance – Information du suspect retenu sur ses droits – Absence de compréhension d'une langue officielle du Luxembourg – Information des droits par recours à un interprète – Exécution de devoirs s'imposant dans le cadre de l'enquête de flagrance – Déclarations recueillies avant l'information des droits – Possibilité de préjudice – Violation des droits du suspect – C. pr. pén., art. 39. 501

16° Enquête de flagrance – Information du suspect retenu sur ses droits – Interpellation et rétention en pleine rue – Possibilité de la remise d'une déclaration écrite des droits (non) – Absence de compréhension d'une langue officielle du Luxembourg – Informa-

tion des droits par recours à un interprète – C. pr. pén., art. 39. 506

17° Enquête de flagrance – Information retardée du suspect retenu sur ses droits – Nullité virtuelle nécessitant la preuve d'un préjudice – Exécution de devoirs s'imposant dans le cadre de l'enquête de flagrance – Absence de déclarations recueillies avant l'information des droits – Absence de possibilité de préjudice – Violation du droit à un procès équitable ou des droits de la défense (non) – C. pr. pén., art. 39 ; CEDH, art. 6. 506

18° Appel – Ministère public – Réquisitions différentes en appel – Estoppel – Opposabilité au ministère public (non) – C. pr. pén., art. 16-1. 509

19° Procès équitable – Présomption d'innocence – Communications à la presse par le Ministère public – Violation (non) – CEDH, art. 6 §2. 856

■ **Protection du consommateur**

Pratiques commerciales déloyales – Champ d'application *ratione personae* – Pratique s'adressant à des consommateurs – Preuve – C. cons., art 320-2. 493

■ **Régimes matrimoniaux**

1° Dissolution – Partage de la communauté – Construction érigée sur un terrain propre au moyen de fonds communs – Fonds communs provenant d'un prêt contracté ensemble par les époux – Détermination du caractère propre ou commun de l'immeuble – Incidence du remboursement du prêt (non) – C. civ., art. 1406, al. 2. 37

2° Changement – Formalités – Désignation de la loi applicable en cours de mariage – Convention de la Haye du 14 mars 1978 sur la loi applicable aux régimes matrimoniaux, art. 6, 11 et 13 ; C. civ., art. 1394. - **avec les conclusions du Parquet général** 737

3° Communauté – Liquidation et partage – Clause de préciput – Définition – Régime – C. civ., art. 1515. 816

4° Communauté – Liquidation et partage – Primauté du régime primaire sur le régime matrimonial – Mise à disposition d'un bien propre à titre de domicile conjugal – Récompense (non) – C. civ., art. 212 à 226 et 1433. 816

5° Communauté – Liquidation et partage – Récompense – Remboursement d'une dette propre au moyen de fonds communs – Notion de dette propre – Emprunt destiné au financement d'un bien propre – Montant de la récompense – Intérêts de l'emprunt (non) – C. civ., art. 1437. 816

■ **Responsabilité civile**

1° Responsabilité délictuelle – Médias – Journaliste – Responsabilité pour dommages causés aux tiers par une publication – Régime légal – Régime du droit commun des articles 1382 et 1383 du Code civil – Incidence de la loi modifiée du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias – Obligations spécifiques pertinentes dans l'appréciation de la faute – Régime spécifique d'imputation – C. civ., art. 1382 et 1383; Loi modifiée du 8 juin 2004, art. 21. 253

2° Dommage – Réparation intégrale – Evaluation *in concreto* – Evaluation au jour du jugement – C. civ., art. 1382. 271

3° Responsabilité contractuelle – Force majeure – Caractères – C. civ., art. 1148. 607

■ **Responsabilité des pouvoirs publics**

Responsabilité de l'Etat et des collectivités publiques – Régime spécifique de responsabilité (non) – Responsabilité civile délictuelle de droit commun – Loi du 1er septembre 1988, art. 1er, al. 1^{er}. 540

■ **Sécurité sociale**

Partenariat conclu à l'étranger – Pension de survie – Condition – Inscription au répertoire civil – C. séc. soc., art. 195 – Loi du 9 juillet 2004, art. 2, 3 et 4-1 – NCPC,

art. 1126 et suivants. - **avec les conclusions du Parquet général** 462

■ **Séparation de corps**

1° Effets – Subsistance du devoir de secours entre époux – C. civ., art. 306. 586

2° Aliments – Fait générateur – Etat de besoin du créancier – Appréciation – Critères – Conditions normales de vie du créancier d'aliments – Impossibilité pour le créancier de se procurer des revenus par son travail – C. civ., art. 247. 586

■ **Sociétés commerciales**

1° Actions nominatives – Propriété – Registre des actions nominatives – Transfert – Preuve – Régime particulier – Actions non entièrement libérées – Opposabilité aux tiers – Publication de la situation du capital social – C. civ., art. 1690; Loi du 10 août 1915, art. 420-13, 430-3, 430-4, 430-12 et 430-13. 71

2° Capital social – Souscription – Notion – Régime – Absence de formalisme particulier – Loi du 10 août 1915, art. 420-1. 271

3° Registre de commerce et des sociétés – Annulation d'un dépôt – Condition – Dépôt erroné – Loi du 19 décembre 2002, art. 21 (1); Règl. g.-d. du 23 janvier 2003, art. 17bis. 291

4° Dissolution judiciaire – Justes motifs – Mésentente entre associés – Conditions – Mise en péril de l'existence de la société – C. civ., art. 1871; Loi du 10 août 1915, art. 480-1. 483

5° Dissolution judiciaire – Justes motifs – Mésentente entre associés – Gravité des fautes invoquées – Appréciation par le juge (non) – C. civ., art. 1871; Loi du 10 août 1915, art. 480-1. 483

6° Liquidation judiciaire – Causes d'ouverture – Date d'appréciation – Loi du 10 août 1915, art. 1200-1. 523

7° Actionnaires minoritaires – Loi conférant le droit d'intenter l'actio mandati – Loi nouvelle – Application immédiate aux

procès en cours – Loi du 10 août 1915, art. 444-2. 753

8° Actio mandati – Action minoritaire – Action ouverte à l'actionnaire paritaire – Loi du 10 août 1915, art. 444-2. 753

9° Actio mandati – Action minoritaire – Conditions – Vote préalable d'une décharge au profit des administrateurs (non) – Loi du 10 août 1915, art. 444-2. 753

10° Liquidation judiciaire – Applicabilité des règles régissant la liquidation de la faillite – Délai de recours – Droit commun – Loi du 10 août 1915, art. 1200-1; C. com., art. 465. 824

11° Liquidation judiciaire – Réouverture – Applicabilité des conditions régissant les faillites – Clôture par liquidation – Conditions – Biens ayant échappé à la liquidation – Biens erronément distribués ou suite à des manœuvres illicites (non) – Clôture prononcée en fraude des droits d'un créancier (non) – Demande en réouverture – Intéressé – Notion – Créancier, sinon actionnaire – C. com., art. 536. 830

12° Dissolution judiciaire – Justes motifs – Action en justice réservée aux seuls associés de la société – C. civ., art. 1871; Loi du 10 août 1915, art. 480-1. 843

■ Sûretés

1° Contrat de garantie financière – Élément déclencheur de la réalisation – Allégation de fraude ou d'abus de droit – Mesure conservatoire – Requête unilatérale ou assignation devant le Président du tribunal d'arrondissement siégeant en matière de référé – Loi du 5 août 2005, art. 20, (4) ; NCPC, art. 66 et 933. - **avec les conclusions du Parquet général** 341

2° Garantie à première demande – Autonomie – Conséquence – Inopposabilité au bénéficiaire de toute exception tirée du contrat garanti – Limite – Fraude ou abus de droit manifestes dans l'appel de la garantie – C. civ., art. 2011. 599

■ Taxe sur la valeur ajoutée

Taux super-réduit – Travaux de construction d'un logement acquis par le demandeur

et affecté à des fins d'habitation principale – Fait générateur de la taxe – Acte de vente notarié – Loi du 12 février 1979, art. 13 – Règl. g.-d. du 30 juillet 2002, art. 1er et 3. - **avec les conclusions du Parquet général** 163

■ Transaction

Validité – Etablissements publics – Caisse Nationale de Santé – Condition – Auto-risation du Grand-Duc – Défaut – Caducité – C. civ., art. 2045 al. 3. 592

■ Transport

Transport international de marchandises par route – Convention CMR – Clause attributive de juridiction – Compétence exclusive – Contrariété à la CMR – Sanction – Annulation intégrale de la clause contractuelle – C. civ., art. 1134; Convention de Genève du 19 mai 1956 relative au contrat de transport international de marchandises par route, art. 31 et 41. . . 376

■ Travail

1° Délégué du personnel – Licenciement – Protection spéciale – Exception – Fermeture d'entreprise – Notion – Fermeture d'une succursale – C. trav., art. L. 415-10 (2) et (3). 53

2° Contrat à durée déterminée – Clause d'essai – Grossesse – Effets – Protection contre le licenciement – Contrat prenant fin à l'échéance du terme initialement prévu – Suspension de la clause d'essai (non) – Violation du principe d'égalité devant la loi (non) – C. trav., art. L. 121-5 (4), L. 337-1 (1), L. 337-2 et L. 337-3; Const., art. 10bis. 109

3° Contrat à durée indéterminée – Licenciement – Prolongation du délai de préavis par l'employeur – Naissance du droit à une indemnité de départ (non) – C. trav., art L. 124-7 (1) al. 1er et (2). - **avec les conclusions du Parquet général** 249

4° Chômage – Indemnités – Montant – C. trav., art L. 521-15 (1) et (2). 788

5° Délégué du personnel – Mise à pied –
 Demande de maintien ou de suspension du
 salaire – Compétence – Président de la
 juridiction du travail – C. trav., art L. 415-10
 (4). - **avec les conclusions du Parquet
 général**805

■ **Vente**

1° Vices cachés – Garantie – Invocation
 par voie d'exception – Condition – Défense

contre une demande en paiement du prix de
 vente – Moyen pour se soustraire à
 l'application d'une clause pénale (non) – C.
 civ., art. 1648, al. 5. 188

2° Garantie d'éviction – Portée – Droit du
 vendeur d'agir en nullité, en rescision ou en
 résolution de la vente – Droit de l'indivisaire
 d'agir en nullité de la vente passée à son
 insu – C. civ., art. 1625. 629